

Questions - réponses

John Pitseys, Jean-Pierre Lebrun

Guy Selderslagh : Nous avons recueilli un certain nombre de questions pendant les deux interventions de ce matin. Nous avons tenté de les synthétiser. Il y en a deux pour chacun et deux pour les deux.

La première pour John Pitseys... Dans nos systèmes, surtout en Belgique, la démocratie est un jeu incessant de compromis. Est-ce encore de la démocratie ou peut-on y voir un des signes de dérive d'une démocratie en danger ?

John Pitseys : Deux développements courts. Le premier est une remarque liminaire de prudence que Guy a déjà formulée. Quand on pose la question « est-ce qu'on vit vraiment en démocratie ? », le synonyme de cette même question pourrait être « est-ce qu'on vit dans une démocratie authentique ? » Or, le propre d'un régime démocratique, comme je l'ai dit, c'est que c'est un régime qui est fondé sur l'égalité politique et en cela, en tout cas quand c'est un régime démocratique, il s'agit plutôt d'une égale liberté politique. Ça veut dire que la démocratie est fondée sur l'idée que, dans cette pièce, vous tous avez le droit et peut-être la possibilité fondamentale de penser que vous avez raison et donc de penser que les autres ont tort. À partir de là, pour paraphraser De Gaulle, la démocratie, c'est 600 fromages et autant de sujets de mécontentement. Ça veut dire que personne n'estimera vivre dans une démocratie authentique puisque tout le monde est en désaccord sur ce qu'est une démocratie authentique. C'est ce qui faisait dire tout à l'heure que la démocratie est un projet, un travail.

Deuxième élément, sur la question du compromis. Le régime démocratique est parcouru par une série de tensions structurelles, importantes. Parmi celles-ci, il y a l'idée que la démocratie est à la fois ce régime qui permet de partager le pouvoir et un régime qui nous fait espérer à chacun de pouvoir accéder à ce pouvoir. Or, ces deux aspirations non seulement ne sont pas les mêmes, mais elles peuvent être contradictoires. Si je vous dis que la démocratie vous permet à chacun, individuellement, de rêver d'accéder au pouvoir et de pouvoir imposer aux autres votre vision du bien commun. Vous vous direz que c'est bien. Donc là le compromis c'est mal parce qu'il nous oblige à transiger. Le compromis, c'est ce qui m'empêche d'avoir raison tout seul. Franchement, l'égalité politique pleinement comprise, ça devrait être aussi la capacité, comme dans tout jeu de société, de jouer et de gagner. On veut gagner. Personne ne fait de la politique pour avoir également raison. Et en même temps, la politique, c'est le partage du pouvoir et la dissémination du pouvoir. On peut donc avoir des manières de comprendre cette opposition très différentes mais dire qu'on n'est pas dans un régime démocratique parce que c'est un régime de compromis, c'est peut-être aller un peu vite en besogne parce que c'est simplement dire que la démocratie consiste juste à permettre à certaines personnes d'imposer de manière unilatérale leur vision du bien commun. Or, la démocratie, ce n'est pas seulement la possibilité pour chacun d'accéder au pouvoir, mais aussi la dissémination du pouvoir, le partage du pouvoir, la répartition du pouvoir et le contrôle, par chacun, du pouvoir que chacun pourrait avoir.

Guy Selderslagh : Deuxième question... Vous avez évoqué la notion de capacité pour exercer son rôle de citoyen et faire vivre la démocratie. Quid de la capacité économique ? La paupérisation de certains élèves pose un vrai problème. Peut-être que, malgré elle, l'école accentue les inégalités... Qu'en pensez-vous ?

John Pitseys : Je pense que c'est vrai, mais je pense que, sur ces questions, s'il y n'y a bien qu'une leçon que je puisse donner c'est qu'il s'agit plus d'interroger tous les enseignants et tous les directeurs d'écoles qui pourront en parler avec beaucoup plus de talent et d'expérience pratique que moi. Mais que la démocratie ne soit pas seulement liée à l'obtention d'un certain nombre de droits et de devoirs juridiques, mais aussi à la mise en branle d'un certain nombre de ressources et que ces ressources dépendent en partie substantielle des conditions économiques dans lesquelles nous nous trouvons, c'est évident. De nouveau, je crois que nous le vivons tous au jour le jour.

Guy Selderslagh : Alors deux questions à Jean-Pierre Lebrun aussi. Comment conciliez-vous cette conception de l'enfant sans contraintes et le phénomène, dénoncés par certains psychiatres, du burn-out des enfants ? Des enfants qui ont tellement d'activités programmées par les parents et qui n'ont plus de temps pour eux, plus de temps pour s'ennuyer...

Jean-Pierre Lebrun : Je pense que c'est plus subtil que ça. Le burn-out, c'est une manière où quand vous ne savez plus, symboliquement, vous positionner comme sujet pour dire « non », vous n'avez plus que votre propre refus dans le réel. Concernant le burn-out des enfants, il faudrait voir s'il est vraiment logique de parler comme ça ou si c'est une manière pour les parents de penser que leur « merveille du monde » est mise à mal parce qu'on exige trop d'elle. Ou au contraire, peut-être que l'ensemble du fonctionnement qui est à l'œuvre dans les familles, souvent de type pragmatique c'est-à-dire d'emmener l'enfant un peu partout, vient à l'encontre de cette capacité fondamentale de l'ennui, qui est la prémisse de l'angoisse à devoir supporter pour l'inventivité. Mais il est bien connu qu'il ne faut pas empêcher les enfants de s'ennuyer. On a un peu cette impression aujourd'hui qu'il faut tout faire pour qu'il n'y ait pas ce moment « blanc ».

Mais je ne pense pas qu'il est légitime de parler de burn-out de l'enfant. C'est possible que ce soit les parents qui le disent...

Guy Selderslagh : L'évolution que vous avez décrite ne conduit-elle pas à dire qu'on ne peut plus gouverner et surtout qu'on ne peut plus faire comprendre ?

Jean-Pierre Lebrun : Qu'on ne peut plus gouverner, non. Je ne crois pas qu'on ne peut plus gouverner. Je crois qu'on va, sans le dire, choisir un modèle de gouvernement qui gouverne sans gouverner. Ce qui n'est pas la même chose. Sans le dire, on va promouvoir un système où plus personne ne décide vraiment. Le mot gouvernance a succédé au mot gouvernement et je pense qu'on ne doit pas déblatérer ces mots immédiatement parce qu'il fait bien entendre quelque chose. Mais quand même, la gouvernance n'arrive jamais à faire en sorte qu'il n'y ait pas de gouvernement. Mais peut-être bien que c'est un espoir. Le modèle néolibéral se présente comme modèle tout à fait idéal pour pouvoir faire ce que chacun veut comme il le veut en espérant que la machine continue à fonctionner dans le bon sens.

Guy Selderslagh : John Pitseys, vous vouliez réagir également ?

John Pitseys : Je suis d'accord avec ce que vous avez dit et je voulais même souligner une chose que vous avez dite. Non seulement vous avez dit « gouverner sans gouverner », mais aussi « gouverner sans dire qu'on gouverne ». On ne « parle » pas de gouvernement, on ne « parle » pas de hiérarchie, on ne « parle » pas

d'autorité, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de hiérarchie ni d'autorité. Ça amène les gens à penser qu'il n'y a pas de hiérarchie et d'autorité alors qu'il y en a toujours, mais qu'elle opère différemment.

Guy Selderslagh : Questions pour tous les deux à présent. Montée du nationalisme, néolibéralisme, nostalgie du passé...sont-ce des signes du souhait d'un retour en arrière, d'un retour du père ?

Jean-Pierre Lebrun : Je crois qu'il n'y a pas de retour du père. En tout cas, ce serait mal comprendre l'évolution que de l'interpréter comme ça, mais peut-être qu'il y a un souhait de retrouver une orientation, mais ce n'est pas d'office le modèle ancien qui est préconisé. Mais pardonnez-moi, mais tout ce dont on discute ici, ça couvre nos sociétés à nous...et ça ne va pas très loin ! Un dixième de la population mondiale est concerné par ce dont on discute, mais pas plus. Comment va-t-on s'en sortir ? Avec beaucoup de lucidité et c'est là ce qui m'inquiète.

John Pitseys : C'est pour ça que j'avais insisté, peut-être dans des termes peu clairs, sur cette double aspiration qui parcourt la réflexion démocratique : à la fois une aspiration du partage du pouvoir et une aspiration à l'accès au pouvoir. On est en grande partie dans des logiques de dissémination du pouvoir politique. Je prends juste un chiffre d'une étude parue il y a un an, la presque fameuse étude « Noir, Jaune, Blues » : 67% des Belges interrogés étaient en faveur d'un pouvoir plus fort. Alors que veut dire être en faveur d'un pouvoir plus fort ? Ça ne veut pas forcément dire qu'on est en faveur de mise en place de miradors au coin de la rue ou en faveur du retour de la dictature, mais ça veut dire qu'il y a un réflexe de rejet de ce que j'appelais les phénomènes de « dépossession politique », un rejet de ces mécanismes de dissémination politique... Le problème est que ces phénomènes de dissémination politique ont eux-mêmes deux aspects, deux logiques. Il y a ce que Jean-Pierre Lebrun a appelé les disséminations néolibérales, la dissémination par la gouvernance, par la polyarchie. Et puis il y a une dimension authentiquement démocratique aussi dans la dissémination : c'est l'idée que personne ne décide tout seul. Il y a donc un désir que j'appelle le désir du cuir, le désir du fouet où des gens veulent qu'on leur parle du pouvoir, qu'on leur dise qu'on décide. J'ai envie de voir ce pouvoir. J'en ai assez de me faire gouverner sans qu'on me dise qui gouverne et je préfère même qu'on gouverne à ma place du moment que quelqu'un prononce le mot « gouvernement » ou « pouvoir », me dise qu'il y a quelque chose de visible. Ce qu'il y a de complexe dans cette aspiration, c'est qu'elle a, à la fois une dimension parfois autoritaire et non démocratique, mais elle répond aussi à une forme d'aspiration démocratique c'est-à-dire un désir de réinvestissement du politique. Mais cette aspiration démocratique n'est peut-être pas une aspiration démocratique telle que nous la comprenons d'habitude c'est-à-dire ce qu'on appelle le cadre des démocraties libérales. Quand je citais Orban par exemple, il parle de démocratie illibérale. Qu'est-ce qu'on fait avec ça ? C'est-à-dire, comment est-ce qu'on répond à cette aspiration à plus de pouvoir et en tout cas à plus de visibilité du pouvoir sans pour autant soit céder à un discours antidémocratique soit à une conception de la démocratie qui serait juste une sorte d'exacerbation de la souveraineté nationale et le chef qui est capable de l'exprimer. C'est le défi des années à venir. On n'en est pas sorti et il y a des raisons d'être pessimiste quant à notre capacité à donner des réponses à cet égard.

Guy Selderslagh : Une dernière question qui ramène à l'intérieur de l'école le débat que l'on vient d'avoir. Droits et devoirs, quel équilibre dans l'éducation aux droits et aux devoirs ? La tension est forte à l'école où parfois les devoirs sont parfois oubliés.

John Pitseys : Je ne suis pas psychanalyste donc je vais peut-être dire des bêtises, mais de temps en temps, quand je veux briller en société, je cite une phrase très courte de Lacan : « le réel, c'est ce qui résiste ». On pourrait un peu la tordre et dire que ce qui résiste, c'est le réel. Je crois que s'il y a bien quelque chose qui permet, dans le cadre scolaire, d'apprendre ce que c'est qu'un devoir, c'est tout simplement l'apprentissage du

réel sous toutes ses formes. Que ce soit l'apprentissage de la découverte d'une matière, l'apprentissage des autres, l'apprentissage du cadre dans lequel on se trouve et cet apprentissage, il n'est pas forcément fait de contraintes ou d'obligations. Il passe aussi par le développement de ressources. C'est en développant des ressources et en donnant accès à un certain nombre de ressources (y compris des ressources citoyennes ou parfois des ressources quasi démocratiques) aux élèves qu'on leur donne l'occasion de simplement faire des expériences. Et expérimenter, c'est se collisionner, c'est entrer en conflit avec le réel. Je crois que s'il y a bien un substitut au père ou au maître ou à la grande autorité, c'est justement cette redécouverte du réel. C'est découvrir que vivre, c'est faire des choix, vivre c'est se confronter, se mettre à l'épreuve. Je crois qu'en ce sens l'école est un lieu tout à fait privilégié.

Jean-Pierre Lebrun : Je trouve ça tout à fait juste. J'ajouterais simplement que c'est peut-être là que l'école aussi est attendue. C'est-à-dire de venir en aide à ceux qui se trouvent confrontés sans père à quand même devoir rencontrer le réel, il n'est pas négligeable s'ils ont autour d'eux des gens qui leur font entendre que c'est possible, que c'est viable, que ce n'est pas condamné, que ce n'est pas parce que le réel va leur tomber dessus qu'on ne peut pas pour autant mener son désir jusqu'à son terme... Ça montre bien pour moi que ça vient changer le lieu où nous pouvons aider. Dans le monde d'hier, on vient aider en relativisant les exigences et en montrant que la singularité doit quand même trouver sa voie. Aujourd'hui, on vient aider en rappelant qu'il y a quand même des exigences auxquelles il faut se confronter et que ça n'empêche pas, si on les respecte et qu'on trouve sa voie, d'arriver à faire aboutir ce qu'il en est de son désir propre. Ce n'est pas la même dynamique et ce n'est pas la même présence ou assistance, ce n'est pas le même type d'aide à apporter aux jeunes. Et aujourd'hui, ils en ont vraiment beaucoup besoin. J'espère vous avoir fait comprendre tout à l'heure qu'un jeune qui ne vient plus à l'école aujourd'hui n'est pas d'office en rébellion. Il est plutôt en gestion de quelque chose qu'il n'a absolument pas réglé et avec lequel il ne sait pas du tout quoi faire.